

Mythes et réalités de l'importance de la drogue dans l'économie mafieuse (le cas italien)

Clotilde Champeyrache

▶ **To cite this version:**

Clotilde Champeyrache. Mythes et réalités de l'importance de la drogue dans l'économie mafieuse (le cas italien). Politiques des drogues, 2022, n° 3, pp. 11-17. hal-03879911

HAL Id: hal-03879911
https://cnam.hal.science/hal-03879911

Submitted on 30 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MYTHES ET RÉALITÉS DE L'IMPORTANCE DE LA DROGUE DANS L'ÉCONOMIE MAFIEUSE (LE CAS ITALIEN)

Clotilde Champeyrache, MCF HDR, ESD R3C / Cnam

Il est fréquent d'associer mafias et trafic de stupéfiants. Cette assimilation s'inscrit dans une logique plus générale du rétrécissement de la perception de ce qu'est l'économie criminelle. Régulièrement, celle-ci est réduite à sa dimension strictement illégale (commerce de marchandises prohibées), en ignorant la question de l'infiltration criminelle dans l'économie légale et, au sein des marchés illégaux, celui qui est lié aux drogues tend à capter presque toute l'attention. Cette focalisation s'explique notamment par la guerre contre la drogue menée par les États-Unis, ainsi que par des travaux comme ceux de Schelling (1967). Pourtant, ce biais comporte des risques : une compréhension erronée ou partielle des réalités criminelles – au premier rang desquelles celles des mafias – débouche sur des politiques anti criminalité elles-aussi erronées. Il importe donc de préciser en quoi l'assimilation entre mafias (italiennes) et drogue est fondamentalement une idée reçue qui favorise la confusion (1) afin de pouvoir spécifier la place des drogues dans les « systèmes » mafieux (2). Surévaluer le poids et la signification de la drogue est une erreur de diagnostic risquée (3).

L'assimilation entre mafias (italiennes) et drogue : une idée reçue qui favorise la confusion

Réduire les mafias italiennes à la question du trafic de stupéfiants est une posture fréquente mais qui signe une double méconnaissance de l'histoire de ces organisations criminelles : d'une part, l'émergence des mafias n'est pas liée au trafic de drogues ; d'autre part, l'entrée dans cette activité illégale n'a pas été une opération évidente, elle a même pu être source de fragilité pour les mafias.

Les mafias au sens strict du terme (cf. définition en deuxième partie) préexistent au trafic de drogues : cela vaut pour les trois mafias italiennes traditionnelles – à savoir Cosa nostra en Sicile, la camorra dans la région napolitaine et la 'ndrangheta calabraise – mais aussi pour les yakuzas japonais et les Triades chinoises. Dans le cas italien, de nombreux auteurs historiens (comme Lupo, 1993) ou sociologues (par exemple Catanzaro, 1988 ou Gambetta, 1993) soulignent que les mafias apparaissent dès le XIXème siècle et développent comme activité de base l'intermédiation et la protection, loin de la problématique des drogues.

Ce sont donc des organisations criminelles déjà anciennes et bien enracinées territorialement qui vont faire leur entrée au XXème siècle dans le trafic de drogues. Mais il faut aussi garder à l'esprit que cette entrée est tardive et finalement problématique, alors même que le contrôle du territoire est déjà en place.

Cette entrée, que Cosa nostra est la première à mettre en œuvre, ne se fait pas au nom de l'organisation criminelle. Les différentes familles mafieuses siciliennes n'ont en effet pas de position unanime sur le sujet. Les premiers mafieux à se lancer dans le trafic de drogues seront peu nombreux, isolés et agiront à titre personnel. Ceux qui le feront seront par ailleurs ceux qui peuvent exploiter des réseaux déjà existants : principalement l'émigration clandestine et la contrebande de tabac. Ces deux réseaux connectent les mafieux siciliens aux États-Unis, d'où un effet d'apprentissage en matière de trafic de drogues. Seront alors pionniers dans ce trafic des mafieux des familles des territoires à l'ouest de Palerme (Alcamo, futur laboratoire de la drogue, Cinisi, Partinico, Castellamare del Golfo dont provient la famille Bonanno solidement implantée à New York) parce qu'elles gèrent les canaux d'émigration clandestine, ainsi que la famille Greco qui domine logistiquement le canal de la contrebande de tabac. Même alors, la présence mafieuse n'a rien de massif : il s'agit d'une présence initialement modeste et de second plan pour la mafia sicilienne. Cette dernière ne maitrise pas les techniques de production pour dominer d'office le marché. De plus, la place est déjà occupée, notamment par les Français et la filière corso-marseillaise qui sera dominante jusqu'au début des années soixante-dix. Il faut d'ailleurs noter que jusque-là l'Italie et l'Europe sont relativement peu touchées par le fléau des drogues.

Les mafieux pionniers du trafic de stupéfiants vont rencontrer le succès dans la production et la commercialisation de la drogue. Les profits non négligeables qu'ils en tirent créent des effets d'entrainement avec l'entrée d'autres familles dans le trafic d'héroïne, y compris du côté de Catane, soit la côte est de la Sicile. Aux premiers noms – ceux des Badalamenti, Buscetta, ou Greco – vont s'ajouter ceux de nouveaux entrants comme les Bontade, Inzerillo, Spatola, Vernengo, Marchese ou Spadaro. Au passage, cette entrée en ordre dispersé souligne une autre réalité mafieuse trop souvent ignorée : Cosa nostra n'a rien d'une structure unitaire pyramidale. Des familles mafieuses se lancent dans cette activité illégale sans consigne unitaire, mais plutôt parce que progressivement Cosa nostra cesse d'y faire explicitement obstacle.

Cela ne doit pas faire oublier que, malgré les gains, l'entrée dans le trafic de drogues a fondamentalement fragilisé la mafia sicilienne. C'est la drogue qui est à l'origine de ce que l'on appelle les deux « guerres de mafia » qui ont ensanglanté l'île. La première guerre (1962-63) démarre suite à des accusations de fraude sur un chargement d'héroïne et entraine un dramatique enchainement de règlements de compte transversaux entre les La Barbera et les Greco. La seconde guerre de mafia découle de la faiblesse interne de Cosa nostra face aux mutations induites par le marché des stupéfiants. Les générations s'affrontent : la mafia « traditionnelle » des Bontade, Badalamenti et Buscetta est décimée par la mafia montante des Corléonais autour de Riina et Provenzano.

Autre facteur de fragilisation, les années quatre-vingts voient se multiplier le nombre de collaborateurs de justice siciliens. Plusieurs d'entre eux motivent leur décision par un dégoût pour l'insertion de la mafia dans des activités considérées comme « sales » et « méprisables », comme la drogue et la prostitution. Plus prosaïquement, la violence de la deuxième guerre de mafia et la cruauté implacable des Corléonais ont sûrement constitué la raison principale de la flambée de ces collaborations. Enfin, la violence des guerres de mafias et les premiers dégâts liés à la consommation locale de stupéfiants amènent une réaction des forces de l'ordre. Cela débouchera sur le maxi-procès de 1986 sous l'égide des juges Falcone et Borsellino, grâce notamment aux révélations du « repenti » Tommaso Buscetta.

Place des drogues dans les « systèmes » mafieux

La relativisation de l'assimilation entre mafias et drogues impose de replacer la dimension trafic de stupéfiants dans le cadre plus général des « systèmes » mafieux et donc de comprendre la spécificité d'une mafia.

Un seul pays a défini juridiquement le délit d'association mafieuse, il s'agit assez naturellement de l'Italie, à l'article 416 bis du Code pénal. On peut notamment y lire :
L'association est de type mafieux quand ceux qui en font partie se servent de la force d'intimidation du lien associatif et de la condition d'assujettissement et d'omerta qui en dérive pour commettre des délits, pour acquérir de façon directe ou indirecte la gestion ou du moins le contrôle sur des activités économiques, des concessions, des autorisations, adjudications et services publics ou pour réaliser des profits ou des avantages injustes pour soi ou pour autrui, ou encore dans le but d'empêcher ou de gêner le libre exercice du vote ou de procurer des voix à soi ou à d'autres à l'occasion de consultations électorales.

Cela permet de comprendre en quoi ces organisations criminelles constituent de véritables « systèmes ». Présentes dans la sphère illégale mais aussi légale, les mafias manipulent les consultations électorales et conditionnent la population. En cumulant ces dimensions, les mafias s'avèrent capables de se construire une forme de légitimité sociale telle qu'elles exercent un pouvoir de plus en plus accepté sur leur territoire. Or cette quête de consensus social rentre en contradiction avec la part de trouble à l'ordre public induit par le trafic de stupéfiants (agressions, overdoses et *junkies* sur la voie publique, etc.). Cela explique pourquoi Cosa nostra a longtemps nié son implication dans le trafic de drogues ou rejeté la faute sur les mafieux italo-américains et sur la camorra napolitaine qui aurait été la première à avoir commercialisé les stupéfiants sur le territoire italien, là où la mafia sicilienne aurait eu des réticences à approvisionner l'île. Ce comportement tend à accréditer l'idée que Cosa nostra a perçu ses intérêts de long terme et anticipé le risque de remise en cause de son implantation locale que faisait courir ce trafic.

Cela permet également de comprendre pourquoi les cartels de la drogue – s'ils peuvent chercher à copier la méthode mafieuse – ne sont pas des mafias. La spécialisation, au moins initiale, de l'activité est aux antipodes de la constitution d'un système. Les cartels de la drogue mettent l'accent sur la dimension productive et génératrice de profit, puis peuvent chercher à exercer des formes de contrôle / légitimité sur une population ou un territoire (via la diffusion d'une « culture » criminelle à travers les *narcocorridos*, ou la distribution d'aide alimentaire pendant la crise sanitaire). Les mafias sont dans une séquence inversée où le pouvoir prime et où la drogue n'est qu'une activité parmi d'autres et potentiellement, on l'a vu, une activité problématique.

Les insertions mafieuses sont multiples et toutes n'ont pas la même signification pour l'organisation criminelle. Or, s'il existe une activité essentielle – au sens de qui fait l'essence d'une mafia – ce n'est pas le trafic de stupéfiants mais le racket, symbole de l'exercice de la souveraineté territoriale. Le juge Borsellino soulignait clairement – au temps où Cosa nostra triomphait dans le trafic de drogue – que le cœur de la mafia n'est pas la quête du profit mais celle du pouvoir en déclarant :

« (…) *même au moment où la mafia tirait – et peut-être continue encore à tirer, même si cela est probablement en moindre proportion – ses ressources les plus importantes de la production et du trafic des substances stupéfiantes, l'organisation mafieuse n'a jamais oublié que cela ne constituait pas du tout son essence. À tel point que, et cela tous ceux qui ont participé à l'expérience du maxi-procès et du pool anti-mafia l'ont vécu, même dans ces moments et même quand*

il y avait des familles criminelles mafieuses qui gagnaient des centaines et des centaines, si ce n'est des milliers et des milliers de milliards [de lires] grâce au trafic des substances stupéfiantes, ces mêmes familles ne négligeaient pas de continuer à exercer celles qui étaient les activités essentielles de la criminalité mafieuse, parce que la drogue n'en était pas une et ne l'a jamais été. La caractéristique fondamentale de la criminalité mafieuse, que certains appellent territorialité, se résume dans la prétention, non d'avoir mais carrément d'être le territoire, de même que le territoire est partie de l'État, si bien que l'État « est » un territoire et n'« a » pas un territoire, vu que celui-ci en est une composante essentielle. La famille mafieuse n'a jamais oublié qu'une de ses caractéristiques essentielles est d'exercer sur un territoire déterminé une pleine souveraineté. » (Collectif, 1992, p.27-28)

Même si l'on considère que l'entrée dans le trafic de drogues et l'ascension des Corléonais a pu remodeler l'organisation criminelle en renforçant la logique du profit, la multi-insertion mafieuse relativise une fois de plus l'importance de ce seul trafic. Il existe d'autres trafics parfois bien plus rentables que le trafic de drogues, notamment les trafics environnementaux, au premier rang desquels le trafic de déchets. En 1992, le chef camorriste napolitain Nunzio Perrella avait révélé, au cours de sa collaboration avec la justice, qu'il avait abandonné le trafic de stupéfiants pour se dédier à la « transformation des déchets en or », une affaire très rentable et bien moins risquée.

Il est possible de renoncer à la drogue. D'ailleurs, Cosa nostra a perdu sa position dominante au profit de la 'ndrangheta, sans pour autant disparaitre. On retrouve cette spécificité mafieuse de poly-activité criminelle revendiquée et de long terme. L'étude de nos trois organisations italiennes met en évidence le cumul durable d'activités illégales et légales (Champeyrache, 2022). Il est rare qu'une mafia se retire durablement d'un trafic (sauf à perdre la main face à une organisation plus puissante sur un marché spécifique) ; au contraire, les mafias tendent à étendre le champ des activités que cela soit dans le légal (où l'infiltration touche des secteurs toujours plus divers : de la traditionnelle infiltration du BTP, puis à la grande distribution et aux centres commerciaux, aux pompes funèbres, etc.) ou dans l'illégal (avec le trafic de déchets et les fraudes alimentaires, etc.).

Le caractère secondaire des drogues dans cette galaxie d'activités et surtout l'atteinte à l'image d'honorabilité du crime revendiquée par les mafias peut donner des pistes d'analyse des phénomènes de délégation criminelle observables actuellement sur des territoires mafieux. Les rapports biannuels de la Direzione Investigativa Antimafia (DIA) soulignent depuis quelque temps déjà une

observation de terrain : le marché de détail pour les stupéfiants (cela vaut aussi largement pour la prostitution) est délégué aux organisations criminelles nigérianes. Certains ont pu y voir un signe de faiblesse des mafias. Il semblerait plutôt qu'il s'agit d'une stratégie comme le montre le « pacte de Ballarò » : ce pacte négocié avec Cosa nostra autorise les Nigérians à gérer la prostitution dans ce quartier de Palerme. La délégation de trafics apparait alors comme une façon de se débarrasser des affaires, qui, premièrement, rapportent relativement peu (le commerce de gros rapporte beaucoup, pas le deal de rue), deuxièmement attirent la réprobation sociale, et qui, enfin, mobilisent les forces de l'ordre parce que ce sont les plus visibles. Accessoirement, cela peut aider la mafia à détourner l'attention en instrumentalisant le racisme, une stratégie *a priori* particulièrement chère à la camorra.

Les risques induits par cette erreur de diagnostic

L'assimilation inappropriée entre mafia et drogues et, de façon plus générale, la surreprésentation du trafic de drogues dans la représentation de l'économie criminelle et la compréhension des organisations criminelles conduisent à des erreurs de diagnostic et donc de traitement. Parmi ces erreurs, on peut mentionner les suivantes :

- Croire abattre la mafia en s'attaquant exclusivement au trafic de drogues est un leurre

La non-spécialisation des mafias et l'interdépendance des marchés sur lesquels elles sont présentes rendent une action ciblée sur un seul type de trafic inopérante. Légaliser certaines drogues ne résoudrait pas plus le problème (contrairement à ce que proclame le titre provocateur de l'ouvrage d'Emmanuelle Auriol, 2016). L'encadrement du marché n'empêche pas le développement d'un marché noir aux mains d'organisations criminelles.

- Penser les organisations criminelles selon la seule logique du profit est réducteur

Réduire les organisations criminelles à des formes entrepreneuriales animées par la maximisation du profit (comme le fait l'économie du crime à la façon de Becker et Schelling) ne permet pas de comprendre l'irrationalité économique de certaines activités telles que le racket quand il est systématique et régulier (ce qui suppose une logistique extrêmement coûteuse pour des gains relativement médiocres), ou encore la distribution de rations alimentaires pendant la crise sanitaire. Il est impératif de tenir compte de la dimension de pouvoir des organisations criminelles les plus importantes : la corruption passe par l'argent (versement de

pots-de-vin), mais aussi par le contrôle du territoire comme l'illustre ce que les Italiens appellent le « vote d'échange ». Mafieux italiens mais aussi yakuzas sont en mesure de donner des consignes de vote sur leurs territoires et donc de proposer ces « paquets de voix » au politicien qui, une fois élu, rendra la faveur sous la forme de marchés publics, de transformation des plans d'urbanisme, d'accès à des places en crèche ou maison de retraite, etc. Malheureusement, cette dimension n'est pas prise en compte par la définition du crime organisé élaborée en 2000 lors de la Conférence des Nations Unies à Palerme. Or cette définition imprègne la politique publique des pays signataires.

- Un exemple français de sous-estimation du danger mafieux

Très concrètement, la tendance à analyser le crime au seul prisme de la drogue peut expliquer le décalage entre les rapports de la DIA qui alertent sur le risque d'infiltration mafieuse en France et la réponse française qui minimise ce risque en considérant que la France ne serait qu'une terre de transit. Or cette vision réductrice ne peut que faire craindre la non-prise en compte du fonctionnement en système des mafias : lors d'une opération anti-drogue menée à Menton contre le clan calabrais des Pellegrino, il était apparu que l'un des inculpés possédait une entreprise de terrassement. Aucune enquête patrimoniale n'a été mise en œuvre. Pourtant, l'expérience italienne montre que le BTP est une cible privilégiée de l'infiltration dans l'économie productive légale parce qu'elle permet de mobiliser de la main d'œuvre (contrôle territorial) et qu'elle est une porte d'entrée vers la sphère publique (via l'obtention de marchés publics).

Bibliographie

Auriol, Emmanuelle. 1996. *Pour en finir avec les mafias. Sexe, drogue et clandestins : et si on légalisait ?* Paris : Armand Colin.
Becker, G. 1968. Crime and Punishment: An Economic Approach, *Journal of Political Economy*, 76(2), 169-217.
Catanzaro, Raimondo. 1988. *Il delitto come impresa. Storia sociale della mafia*. Padoue : Liviana.
Champeyrache, Clotilde. 2022. *Géopolitique des mafias*. Paris: Le Cavalier bleu.
Collectif. 1992. *Magistrati in Sicilia. Interventi pubblici di Giovanni Falcone e Paolo Borsellino a Palermo.* Palerme-Sao Paulo: Ila Palma.
Gambetta, Diego. 1993. *The Sicilian Mafia: The Business of Private Protection,* Cambridge: Harvard University Press.
Lupo, Salvatore. 1993. *Storia della mafia dalle origini ai giorni nostri*. Rome : Donzelli.
Schelling, Thomas C. 1967. Economics and Criminal Enterprise. *The Public Interest*. 7, 61-78.